

EDITORIAL



Par **Simon Uzenat**
Délégué fédéral
aux Questions européennes
et internationales

Comprendre les opinions ordinaires sur l'Europe

A six semaines des élections européennes, et alors que la mobilisation est plus discrète que jamais, il est important de revenir sur quelques opinions ordinaires à l'égard de l'Europe afin de mesurer le fossé qui trop souvent sépare nos ambitions politiques des attitudes quotidiennes de nos concitoyens.

Jusqu'à présent, celles-ci ont été abondamment étudiées par l'intermédiaire d'enquêtes par questionnaires fermés, qui soulèvent néanmoins diverses questions méthodologiques, notamment quant au phénomène d'imposition de problématiques, beaucoup plus fréquent dans les sujets à haute technicité comme peut l'être l'Europe. Ces études ne réfléchissent qu'en termes d'attitudes positives ou négatives à l'égard de l'Europe, politiquement structurées et cohérentes. La réalité est pourtant très différente de ces conceptions idéalisées du rapport au politique qui conduisent trop souvent à la substitution des perceptions de l'analyste à l'intention subjective de l'enquêteur.

En adoptant une approche de sociologie compréhensive, qui permet de mieux saisir les significations subjectives des perceptions, actions et pratiques des acteurs et d'expliquer l'orientation et les modalités de structuration de leur(s) attitude(s) à l'égard de l'Europe, le projet de recherche européen CONCORDE (CONCEptions ORDinaires de l'Europe) a livré des résultats qui font apparaître plusieurs types de rapports à l'Europe en fonction des instruments d'évaluation mobilisés : politique (paix, OMC...), implication circonscrite (agriculteurs par rapport à la PAC), considérations éthiques, de commodité ("L'Europe, c'est sympa" ; "Schengen, c'est bien on peut se déplacer..."), appréciations à distance (gens éloignés de l'Europe, jugements en lien avec leur situation personnelle - "je vois dans mon caddie que l'euro a fait grimper les prix"). La structuration des attitudes semble ainsi obéir à deux propriétés qui peuvent se cumuler : le niveau de politisation et de proximité à l'égard du débat politique, largement fonction du niveau culturel et l'expérience "ordinaire" de "l'Europe".

Comme l'écrit la politologue Céline Bélot, "le terme "Europe" ne désigne pas aux yeux de l'ensemble des citoyens un projet précis, mais qualifie toujours plusieurs types de projets." C'est pour eux "un système en situation évolutive". Le philosophe Etienne Balibar va dans le même sens quand il estime que "l'ouverture de l'Europe - le fait qu'elle soit un espace en perpétuelle reconfiguration - n'est pas une caractéristique marginale, mais centrale". Comprendre et accepter ces perceptions et ces attitudes est donc une première étape nécessaire sur la voie d'une appropriation citoyenne de l'Europe.

Région Bretagne Plan global de relance

Face aux conséquences de la crise économique et sociale, qui se traduit désormais dans l'économie réelle, la Région Bretagne déploie son propre plan de relance visant à atténuer la crise et anticiper les mutations. Jean-Yves Le Drian fait le point sur l'action du Conseil régional.

Des indicateurs inquiétants en Bretagne...

Selon Jean-Yves Le Drian, président du Conseil régional, la crise économique est aujourd'hui "rentrée totalement dans l'économie réelle et dans les réalités quotidiennes de nos concitoyens". A la fin du mois de janvier, la Bretagne a franchi la barre des **100 000 demandeurs d'emplois**, soit une hausse de 16,6% depuis un an. En 2009, les investissements des entreprises devraient chuter d'environ **25 %** (quel que soit le secteur d'activité : industrie agro-alimentaire, automobile, biens intermédiaires). D'ores et déjà, la **baisse d'activité dans le BTP atteint 10 %**. La réduction du recours à l'intérim et le développement du chômage partiel annoncent d'importants plans sociaux dans les semaines à venir dans tous les secteurs.

... et au niveau international

A l'échelle internationale, les prévisions sont également pessimistes : l'OCDE* anticipe une **baisse de 4,3 % du PIB de ses membres**, l'OMC* annonce une **contraction de 9 % du commerce mondial en 2009**, le FMI*

prévoit un recul du **PIB mondial de 0,5 à 1% pour 2009**. En un an, le trafic conteneurs du canal de Suez a chuté de 24 %... Le monde entre en récession.

Répondre aux grands défis de la crise

Cette situation ne doit pas masquer les grands défis qui préexistaient à cette crise : **l'énergie, le changement climatique, la croissance des inégalités, les émeutes de la faim**. La barre du milliard d'habitants touchés par la faim vient d'être franchie. Si la population mondiale continue d'augmenter au rythme actuel, il sera nécessaire de **doubler la production agricole d'ici 2050 pour répondre aux besoins alimentaires** planétaires futurs.

C'est tout un modèle de développement qu'il nous faut repenser collectivement autant dans nos territoires qu'au niveau international.

Sous l'impulsion de son président, le Conseil régional s'est organisé pour apporter des



réponses aux urgences mais aussi des réponses qui dessinent l'avenir, et il précise : **"La Région Bretagne doit être un partenaire offensif face à la crise"**.

L'ensemble des mesures touchent à la fois **l'investissement public, les PME, les salariés, les territoires, ainsi que l'innovation et les grandes filières** structurantes de notre économie régionale.

Sortir de la crise ne doit pas être un slogan mais un état d'esprit qui commande l'ensemble de nos actes.

Dossier de presse complet sur www.ps56.fr

*Organisation de Coopération et de Développement Économique
*Organisation Mondiale du Commerce
*Fonds Monétaire International

Session extraordinaire : lundi 25 mai à 14h30

Afin de dresser un état de la situation économique des entreprises et de l'emploi en Bretagne, Jean-Yves Le Drian réunira le Conseil régional en session extraordinaire unique consacrée à la crise.

Fête de la Rose
Vendredi 1^{er} mai 2009 - à partir de 16h00
à Inzinzac-Lochrist
(Ancienne Halle des Forges - Parc de Locastel)



En présence notamment de :
Bernard Poignant - Député européen sortant - Maire de Quimper
Isabelle Thomas - 3^{ème} Candidate sur la liste Ouest pour les européennes
Stéphane Le Foll - Député sortant - 2^{ème} Candidat sur la liste Ouest pour les européennes

Ouverture : **Gwendal Rouillard** - Premier secrétaire fédéral
et **Jean-Pierre Bageot** - Maire d'Inzinzac-Lochrist
et en présence d'**Hélène Brus** - Candidate morbihannaise

16h30 - 18h30 : Interventions politiques
18h30 : Apéritif - 20h00 : Repas - inscriptions sur place (10 euros)

Stands, animations, buvette, crêpes dans l'après-midi.



Groupes de travail

Les différents groupes de travail mis en place par le Secrétariat fédéral poursuivent leurs travaux : le groupe "Communication" s'est réuni le 7 avril à la Fédération, le groupe "Formation" le 14 avril à Auray et le groupe "Développement du parti" le 20 avril à Languidic.

Formation "Europe"

Les deux dernières sessions de formation sur les européennes se sont tenues le 21 avril à Pontivy et le 23 avril à Plouay. Au total, plus d'une centaine d'adhérents morbihannais aura suivi cette formation. Le powerpoint de présentation réalisé par Jean-Paul Meheust sera prochainement téléchargeable sur le site de la Fédération : www.ps56.fr

Réunion du Secrétariat fédéral

Le Secrétariat fédéral se réunit ce jeudi 23 avril pour travailler sur le dispositif de campagne pour les élections européennes et sur l'organisation interne de la Fédération. Une réunion du Conseil fédéral aura lieu quant à elle à la mi-mai.

Collectif "Maternelles en danger" : campagne pour la scolarisation des enfants de moins de 3 ans

Le Code de l'Education permet la scolarisation de tous les enfants qui atteignent les 2 ans avant le 31 décembre de l'année, dans la limite des places disponibles. Or, en produisant des prévisions d'effectifs non sincères au regard de la démographie, le Rectorat et les Inspections académiques limitent à un seuil très inférieur à la réalité démographique la capacité d'accueil des écoles. Cela revient à limiter les conditions d'accueil et de scolarisation des enfants de 2 ans.

Conséquence directe de cette politique : les jeunes ménages, population la plus précarisée, se retourneront vers les communes qui voient déjà leurs marges budgétaires diminuer en raison du désengagement de l'Etat et de la prise en charge des conséquences sociales de la crise.

Le Collectif "Maternelles en danger" a donc décidé de lancer une nouvelle campagne en proposant aux communes le vote d'une motion en Conseil municipal pour placer le Rectorat et les Inspections académiques devant leurs obligations légales et réglementaires, mais aussi devant leurs responsabilités sociales en cette période difficile pour les familles. 140 communes morbihannaises ont d'ores et déjà répondu favorablement à cet appel.

ACTUALITES

Crises en France et en Europe : quelles réponses du Parti socialiste ?

Bruno Le Roux, député de Seine-Saint-Denis, répondant à l'invitation de la section de Pontivy et de la Fédération, a animé une conférence-débat sur le thème de la crise en France et en Europe, le 3 avril au Palais des Congrès de Pontivy, en présence d'Odette Herviaux - Sénatrice, Jean Pierre Le Roch - Maire, Jean-Luc Le Beller, secrétaire de section, Gwendal Rouillard - Premier secrétaire fédéral et Hélène Brus - candidate aux européennes.

Bruno Le Roux, a axé son intervention sur trois points : la crise, l'inadaptation des réponses gouvernementales et les propositions concrètes des socialistes, avant de laisser place au débat avec l'assemblée, composée d'une cinquantaine de personnes, élus, militants ou sympathisants de tout le département, notamment sur la question de l'absence réelle de projet politique socialiste.

Une crise grave et réelle, à la fois financière, économique et sociale

Deux exemples : le recul de la production industrielle (moins 3%, situation jamais vue depuis 1974) et la situation du chômage (+ 700 000 en 2009), le plus haut niveau depuis 10 ans, illustrent bien, selon Bruno Le Roux, la gravité d'une crise d'abord reniée puis sous-estimée par Nicolas Sarkozy et son gouvernement.

Le plan de relance de 26 milliards d'euros annoncé, dans lequel, selon Michel Sapin, 2 milliards d'euros seulement concernent des mesures nouvelles prouve que ce gouvernement n'a pas pris la réelle mesure de la crise.



Le plan de relance du PS : intelligent mais inaudible pour les Français

Intelligent car il concerne le pouvoir d'achat direct des Français plutôt que la TVA, mais inaudible car il ne présente qu'une nouvelle série de mesures à "coup de milliards d'euros" qui n'ont pas véritablement de sens pour les Français... Si les actions de nos élus locaux et régionaux socialistes sont globalement connues et reconnues par nos concitoyens, qu'en est-il de l'action nationale des dirigeants de notre parti ?

Aller chercher la Droite sur des débats concrets pour l'après-crise

L'absence de réaction du gouvernement sur les difficultés des Français, l'attitude de Sarkozy "psychopathe politique", risquent

d'accélérer une confrontation sociale et des violences qui ne serviront pas aux socialistes qui ont un rôle d'opposition important. La question qui se pose est de savoir ce que veulent les socialistes pour la société.

Quel projet politique autre que les 100, 200 ou 300 propositions que les socialistes ont l'habitude de faire ?

Comment faire espérer un horizon différent à partir de nos valeurs socialistes : redistribution des richesses, émancipation, connaissances, savoirs, démocratisation de la réussite...

En conclusion dit Bruno Le Roux, "mettons 3 voire 5 phrases dans un shaker pour définir un réel projet politique socialiste, car si on n'y arrive pas, dans la confrontation, le risque est grand de voir ressortir la demande d'ordre voulue par Sarkozy". Ca tombe bien, ce projet politique en 3 à 5 phrases, c'est ce que réclament les militants des sections... Alors, justement, allons-y, on y met quoi dans ce shaker (question d'un militant) ? Difficile d'y répondre en "live"... A nos shakers donc...

Le bureau de la section de Pontivy

La Fédération et les militants saluent le départ en retraite de Michelle David

80 adhérents, secrétaires de section et responsables de la Fédération étaient réunis à Lorient le 17 avril pour saluer le départ en retraite de Michelle David, salariée de la Fédération depuis 21 ans.



Ils étaient nombreux à saluer le départ à la retraite de Michelle, dans la convivialité. Gwendal Rouillard a remercié Michelle, au nom de la Fédération, pour ses nombreuses années passées au service de l'animation de la vie du parti. Il lui a également souhaité bon vent, en particulier au sein de la section PS de Guidel

et dans l'opposition municipale de la commune, dans laquelle elle siège parmi les 3 socialistes élus. Michelle a pour sa part, avec humour, dressé un bilan chiffré de ses années au PS : 10 congrès (de Rennes à Reims), 5 premiers secrétaires fédéraux, plusieurs centaines de numéros du Rappel du

Morbihan, et un nombre de courriers incalculable... Sans oublier la richesse des relations humaines et militantes et une connaissance inégalée du fichier des adhérents de la Fédération. Mais rassurez-vous, le passage de relais est assuré auprès de Tugdual et de Véronique Le Meur qui vient de nous rejoindre...

G20 : un sommet pour... (presque) rien !

Chacun était plutôt pessimiste sur ce qu'on pouvait en attendre. Aujourd'hui, à part l'Humanité, c'est l'enthousiasme général. "Accord mondial pour un nouveau capitalisme", titre le Figaro, "L'incroyable succès du G20" selon le Parisien. Et ainsi de suite. Nous sommes nous trompés ? Faut-il faire amende honorable ? Est-ce que les puissants de ce monde ont vraiment fondé à Londres un nouveau capitalisme ? Rien n'est moins sûr.



Ce qui est positif, très positif même, c'est... l'enthousiasme général. Parce qu'il peut provoquer un "choc de confiance" dont

le monde avait besoin. Pour autant, malgré la satisfaction des bourses, la vie ne va pas changer du jour au lendemain pour les entreprises en difficulté, pour tous ceux qui souffrent. Barack Obama a eu raison de dire que ce n'était pas encore la reprise.

Les sommes annoncées par le "plan de relance mondial" donnent le vertige. Devant ces chiffres, tout le monde s'y perd. On n'arrive pas à voir ce que cela représente exactement. Mais ça doit être "du lourd" puisque Dominique Strauss-Kahn le dit.

Revenons dans le détail :

- **Les ressources du FMI sont multipliées par 3.** C'est bien, mais c'était prévu : "multiplier par plus de 2" avait dit le FMI voici quelques jours. Mais...

Cet argent n'était pas caché dans des caisses secrètes. A part la vente de l'or, il va falloir emprunter pour constituer ces ressources.

A quelles conditions le FMI va-t-il prêter aux pays en difficulté, puisque c'est de cela qu'il s'agit et non pas d'argent envoyé dans la nature ?

- **Publication par l'OCDE de la liste des paradis fiscaux non coopératifs.** Là, le G20 se fiche carrément du monde. Comme le dit Howard Davies, directeur de la London School of Economics : "On en a déjà une depuis dix ans et personne n'a rien fait avec cette liste". En plus, la liste noire est hyper-restreinte. Les Iles Caïmans, par exemple, n'y apparaissent pas !

- **Mise en œuvre de contrôles accrus (code de bonne conduite) sur les agences de notation et les fonds spéculatifs.** Sur le principe, c'est bien. Mais en pratique ? Quels contrôles ? Exercés par qui ? Avec quelles sanctions ?

- **"Nouvelles règles" sur les salaires et bonus au niveau mondial.** Là encore, c'est bien d'avoir obtenu une telle affirmation. Mais quelles règles ? Quel contrôle ?

- **Les banques seront contraintes de prendre des participations dans les montages de titrisation** qu'elles élaborent afin de ne pas se défaire

intégralement du risque sur les marchés. C'est une très bonne chose.

- **Annnonce d'un "Conseil de stabilité financière".** Il existe déjà un "Forum de stabilité financière" qui n'a pas pu prévoir la crise. On est très très loin d'une organisation financière mondiale.

Au total : une belle déclaration, des promesses, un début d'espoir... Mais on a du mal à croire des alcooliques dépendants renonçant tous ensemble à la boisson en 24 heures.

Enfin, comme l'a aussi dit Georges Ugeux, président de Galileo Global Advisors, "le contenu des mesures reste pauvre : par rapport à l'inflation verbale qu'il a suscitée, ce sommet n'est pas un événement historique".

Greenpeace a raison de rappeler qu'en "ne plaçant pas le réchauffement climatique parmi leurs priorités, les dirigeants du G20 ont raté une réelle occasion d'assurer à long terme la santé économique et environnementale" de la planète.

Franck Dagonne
Secrétaire fédéral
à la Formation professionnelle

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

OTAN : un retour grinçant !

Le président de la République a entériné au sommet de Strasbourg début avril le retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN. Le premier ministre a du engager la responsabilité de son gouvernement pour répondre aux contestations des parlementaires. Il s'agissait pour l'exécutif d'éviter un refus du parlement sur une question qui a surtout force de symbole, mais qui prouve la contradiction du gouvernement en matière de défense européenne.

Cependant, dans un monde fragmenté et multipolaire, le symbole d'une France aux valeurs universelles, autonome des autres puissances, prend toute son importance. Force est de constater que nous ne partageons pas toutes les orientations des Etats-Unis en terme de politique étrangère. La position française sur le conflit en Irak est une illustration qui doit servir d'exemple.

Nous participions déjà à 36 des comités de l'OTAN. Avec la réintégration dans le commandement intégré, notre pays participera à 37 des comités. Nous conservons notre indépendance en matière nucléaire, car la France n'intègre pas le groupe des plans nucléaires. Nous aurons à assumer tout de

même le commandement de deux bases militaires de l'OTAN.

Ces trois arguments sont souvent mis en avant pour justifier cette réintégration. A cela s'ajoute un argument fallacieux qui consiste à dire que si nous réintégrons le commandement de l'OTAN, les Etats-Unis nous laisseront, à nous Européens, la possibilité de bâtir une défense européenne indépendante. Seule l'émergence d'un pilier européen dans l'OTAN aurait pu justifier le retour de la France dans la structure de commandement intégré.

Les Etats-Unis ont une histoire singulière avec la France et l'Europe. Ce n'est pas faire insulte au peuple américain que de dire que la

France et, espérons-le, l'Europe, doivent parfois porter une voie différente face aux conflits.

Notre priorité est donc de prouver à nos partenaires que leurs intérêts en matière de sécurité et de défense sont d'abord en Europe et seulement ensuite dans le lien transatlantique. Ce n'est en aucun cas une attitude anti-américaine, mais c'est le seul choix véritablement européen, celui que la France aurait dû défendre avec courage.

La décision de réintégrer l'OTAN marque une rupture forte avec notre politique de défense que le PS se doit de dénoncer.

Annaïg Le Moël

Campagne Européenne : le calendrier prévisionnel

Voici le calendrier prévisionnel de la campagne des européennes dans le Morbihan. Les dates, lieux et horaires seront précisés dans les prochains numéros du Rappel et sur le site internet de la Fédération.

Le site de campagne www.changerleurope.fr recense également les différentes actions par département dans toutes les circonscriptions.

Enfin, une première série de **tracts et affiches** sont mis à la disposition des sections au siège de la Fédération à Lorient et au local de Vannes.

Lundi 4 mai – 18h30 – VANNES :
Michel Rocard (IUT – 8 Rue Montaigne) – Réunion organisée par la Maison de l'Europe

Mardi 12 mai – 20h00 – SAINT-AVE :
Réunion publique avec Bernard Poignant et Isabelle Thomas sur le thème "L'Europe, la crise et nous" – Salle Le Dôme

Mercredi 13 mai – 18h30 – ETEL :
Réunion publique avec I.Thomas

Vendredi 15 mai – LORIENT :
Débat sur l'Europe de la pêche avec Françoise Olivier-Coupeau (à confirmer)

Vendredi 15 mai – 20h30 – PONTIVY :
Réunion publique sur "Crise alimentaire et réforme de la PAC", avec Henri Nallet et Odette Herviaux

Mardi 26 mai : Journée MORBIHAN avec Bernadette Vergnaud, Stéphane Le Foll et Isabelle Thomas (Programme de la journée en cours de discussion).

20h30 : PLOERMEL – Réunion publique à la Salle des Fêtes

Mercredi 27 mai – NANTES REZE :
Meeting interrégional

Jeudi 28 mai – 20h – SARZEAU :
Réunion publique sur le développement durable, en présence d'O.Herviaux

Jeudi 28 mai – 20h30 – LORIENT :
Conférence-Débat sur l'Europe avec F.Olivier-Coupeau (à confirmer)

Mardi 2 juin – 20h30 – LORIENT :
Réunion publique en présence de Jean-Yves Le Drian et Isabelle Thomas - Palais des Congrès

Mercredi 3 juin – 20h30 – VANNES :
Réunion sur les services publics

Mercredi 3 juin – SAINT-BRIEUC :
Meeting régional avec Michel Sapin

Jeudi 4 juin – 20h30 – Canton d'ALLAIRE : Réunion publique avec Bernard Poignant

Premier secrétaire fédéral

Samedi 25 avril - Ploemeur
AG du Festival interceltique de Lorient

Dimanche 26 avril - Lorient
Journée de la Déportation

Jeudi 30 avril - Guidel
Deuxième anniversaire de la section

Vendredi 1^{er} mai - Lorient / Inzinzac
Matin : Manifestation unitaire
Après-midi : Fête de la Rose

Actualité

La montée de la colère

Il fallait bien s'en douter, les salariés confrontés aux charrettes de licenciements et aux fermetures d'usines commencent à réagir violemment devant le manque de réactions du gouvernement quant aux perspectives pessimistes de voir prendre en compte leurs revendications. La réaction des "Conti" est tout à fait logique, quand on n'a plus rien à perdre, le désespoir conduit à des attitudes que certes la morale peut réprocher, mais qui sont la suite logique aux fins de non recevoir du patronat et du gouvernement.

Certes Nicolas Sarkozy et ses troupes parlent beaucoup, mais l'efficacité n'est pas au rendez vous et les Français ne se contentent plus de bonnes paroles, ils veulent des actes. Ce n'est pas tout de condamner la violence des bandes dans les cités, il ne faudrait pas oublier la violence faite aux salariés perdant leurs emplois avec les sombres perspectives que cette situation engendre.

Comment ne pas comprendre le désespoir qui touche les familles des salariés licenciés qui voient leurs entreprises fermées sous le prétexte de non rentabilité, alors que ces patrons voyous profitent de la crise économique et financière pour délocaliser leur outil de travail pour la grande satisfaction de leurs actionnaires qui en veulent toujours plus. Les millions de salariés touchés par une crise dont ils ne sont pas responsables n'accepteront plus d'être les dindons de la farce et les politiques devraient se persuader de cet état de fait.

Quand on voit les banquiers relever la tête et se déclarer prêts à recommencer les turpitudes qui nous ont conduit à la situation actuelle on croit rêver, ou plutôt c'est un véritable cauchemar. Les variables d'ajustement que sont les salariés pour ces managers n'acceptent plus dorénavant de courber la tête et de se plier au dictat d'un capitalisme qui ne profite qu'aux plus nantis.

Il est plus que temps, pour ceux qui nous gouvernent, de s'en rendre compte et de trouver des solutions pour que ce ne soit pas toujours les mêmes qui trinquent. Faute d'écouter le vent de révolte qui souffle, ils pourraient être entraînés dans la tourmente.

Le Cormoran

Les enjeux de la Politique culturelle européenne

Historiquement orientée sur l'économie et le commerce, l'UE met en œuvre un premier plan d'action culturelle en 1977. Il faut attendre le traité de Maastricht pour prévoir que l'UE contribue à l'épanouissement des cultures des Etats membres, dans le respect de leur diversité nationale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun. Des débats qui animent les années 1990, naît "l'exception culturelle", aujourd'hui "diversité culturelle" qui permet notamment aux Etats membres de préserver leurs systèmes d'aides publiques au cinéma et à l'audiovisuel.

La culture, qui fait travailler plus de sept millions de personnes en Europe, est la déclinaison précise du principe de subsidiarité (article 5 du Traité) selon lequel l'Union n'intervient – sauf pour les domaines de sa compétence exclusive – que lorsque son action est plus efficace qu'une action entreprise au niveau des Etats membres. L'action communautaire ne se substitue donc pas à l'action des Etats mais la complète, afin d'encourager la coopération culturelle et de dynamiser le rayonnement culturel du continent à travers le monde.

La politique culturelle ne peut pas, en outre, être traitée de manière isolée car la majorité des actions européennes comporte une dimension culturelle. Du fait de ce lien étroit avec les autres politiques européennes, les actions communautaires émanent soit de programmes explicitement culturels (Culture), soit de programmes relatifs au développement régional, à la formation professionnelle (Leonardo)...

Les deux principaux instruments financiers qui contribuent à l'action communautaire en faveur de la culture sont "Culture" et MEDIA 2007. Le programme "Culture", qui couvre la

période 2007-2013, est doté d'un budget total de 400 millions d'euros, en hausse de 50% par rapport à la période 2000-2006, mais ne représente que 0,03% du budget total de l'Union (7 centimes d'euros par citoyen et par an). Cette somme est ventilée en trois volets : soutien à des actions culturelles (77%), soutien aux organismes actifs (10%), soutien à des travaux d'analyse et à l'optimisation de l'impact des projets (5%). Portant sur toutes les activités culturelles non audiovisuelles, ce programme s'articule autour de trois objectifs : mobilité transnationale des personnes travaillant dans le secteur culturel, circulation transnationale des œuvres et des produits artistiques et culturels, dialogue interculturel.

Le programme MEDIA 2007, qui couvre la période 2007-2013, apporte un soutien à l'industrie audiovisuelle afin de combler le déficit de productions audiovisuelles européennes face à l'offre américaine et de favoriser la diffusion de ces films ou programmes. Il est doté de 755 millions d'euros pour la période 2007-2013.

Cette politique a permis de nombreuses réalisations largement reconnues et appréciées du grand public :

création d'un Orchestre Européen de la Jeunesse ; restauration du Parthénon et de l'Acropole à Athènes ; traduction, depuis 1997, de plus de 1300 romans, pièces de théâtres et poésies ; journées européennes du patrimoine organisées tous les ans dans les 48 Etats signataires de la Convention culturelle européenne ; mise en place, depuis 1985, des « capitales européennes de la culture » ; 700 films sont produits chaque année, soit autant qu'aux Etats-Unis...

Manifesto : la position du PSE

On ne saurait faire au Manifesto le procès d'avoir omis de réserver une place de choix à la culture au sein de ses six propositions qui sont autant d'enjeux fondamentaux pour notre avenir en Europe et qui constituent des réponses ciblées et adaptées à la crise. On note toutefois le soutien à "la reconnaissance et la promotion de la diversité culturelle et linguistique de l'Europe, qui est une de ses plus grandes richesses et un aspect fondamental de son identité" et que la formation linguistique et culturelle est un outil indispensable d'intégration.

Projet européen "Créer un vaste espace culturel européen"



Kaourintine Hulaud
Conseillère régionale - Adjointe à la Culture à la Ville d'Auray

Quelles sont les traductions de la politique culturelle à l'échelle européenne, notamment sur le plan régional ?

La réalité de l'Europe a été culturelle bien avant d'être économique ou politique. La construction de l'Europe n'aurait pas été possible sans cet héritage représenté par une Culture, une Identité et des Valeurs communes. Les traces de notre histoire collective nous ont constitué un riche patrimoine.

Le Rappel



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
Courriel : lerappel@morbihan.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

Force est de constater qu'il n'est pas aisé d'évaluer les impacts de la politique culturelle européenne sur la politique culturelle régionale. Une vraie lisibilité est cependant possible au niveau de la politique linguistique par l'EBLUL, (The European Bureau for Lesser-Used Languages) qui relie entre elles les communautés linguistiques et soutient les comités d'états membres pour la promotion et protection des langues régionales ou minoritaires

Parmi les programmes mis en place par les Etats membres, soulignons l'existence du programme EUROPEANA, un des atouts de la construction d'une Europe culturelle, qui propose un point d'accès multilingue à plus de deux millions de documents majeurs de l'histoire européenne. Il en est de même pour le programme MEDIA dont il convient de confirmer la spécificité et l'ambition européennes dans le domaine de l'audiovisuel en donnant une valeur constitutionnelle à la notion de pluralisme des médias.

Dépositaires de tous ces héritages, la Culture les pétrit, les enrichit librement de créations de notre temps et les transmet aux générations futures.

Que doit incarner le projet culturel européen ?

Il nous faut veiller à ce que l'Europe reste accueillante aux autres cultures et à ce qu'elle soit, pour tous les créateurs, tous les artistes, tous les intellectuels un pôle de rayonnement, un pôle d'ouverture. Il nous faut donc défendre la diversité des cultures car une uniformisation serait un réel danger, la vitalité de la création constituant un réel enjeu, nécessaire au progrès de nos sociétés et un facteur d'émancipation et d'épanouissement.

L'Europe de la Culture sera forte en reconnaissant la spécificité de la Culture dans la conduite de ses propres politiques. En se dotant d'une véritable ambition culturelle, elle encouragera ses Cultures à dialoguer entre elles et en donnant à l'intervention culturelle communautaire les moyens humains et financiers de son ambition.

Souhaitons que l'Union européenne facilite les liens entre artistes et institutions culturelles à l'échelle du continent pour créer un vaste espace culturel européen. Il lui faudra encore et encore améliorer la circulation des œuvres afin de faciliter les rencontres entre artistes et public.